REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'ISERE

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LA TERRASSE

Délibération n°2022-055

Séance du 8 décembre 2022

Nombre du Conseil municipal			
Afférents au Conseil municipal	En exercice	Présents	Votants
23	23	17	21

L'an deux mil vingt-deux,
et le 8 décembre à 20h00,
le Conseil municipal de cette commune, régulièrement
convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie au
nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame
Annick GUICHARD, Maire.

Date de convocation du Conseil municipal : 2 décembre 2022.

Présents : Annick GUICHARD, Florence JAY, Bruno BARET-COLLET, Rachel BERNARD, Christine THOMAS, Michelle JOLLY, Christine CALLEDE, Jean-Michel DESCOMBES, Jérôme DURAND, Jérôme WAUTHIER, Fady ABOUZEID, Elian ESPAGNOL, Mélanie TELLIER, Didier BURILLON, Benjamin DENOS, Dominique NOEL-BARON, Jean-Louis TEPPE.

Absent excusé et représenté : Thierry DAVID, pouvoir donné à Florence JAY ; Murielle BOYER, pouvoir donné à Jérôme DURAND ; Emmanuel DELETRE, pouvoir donné à Annick GUICHARD ; Julie LEGOUBIN ; Edith ALBAN, pouvoir donné à Rachel BERNARD.

Absent : Fabien LOUIS,

Secrétaire de séance : Benjamin DENOS

➤ Ouverture des crédits d'investissement 2023

Madame le Maire expose au conseil municipal que :

L'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales dispose que : « *dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.(...)

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

Le total des crédits d'investissement inscrits aux chapitres 20, 21 et 23 du budget 2022 s'élève à : **800 455 €**.

Madame le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir :

- autoriser Madame le Maire à engager les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2021, dans les limites fixées par la réglementation, soit à hauteur de : **200 113,75 € maximum**

- affecter cette somme aux chapitres suivants :

20 : 19 328 €

21 : 62 338,25 €

23 : 118 447,50 €

Le détail par articles :

Chapitre	Compte	Désignation	Crédits ouverts BP 2022	Crédits ouverts 25% BP 2023
20	202	Frais de réalisation de documents d'urbanisme	76 602	19 150,50
	2051	Concessions, droits similaires	710	177,50
		TOTAL	77 312	19 328
	2112	Terrains de voirie	76 554	19 138,50
21	2121	Plantations d'arbres et arbustes	13 350	3 337,50
	2152	Installations de Voirie	34 400	8 600
	21578	Autres matériel et outillage de voirie	7 410	1 852,5
	2158	Autres installations, matériel et outillage	10 423	2 605,75
	2183	Matériel de bureau et matériel informatique	21 960	5 490
	2184	Mobilier	150	37,50
	2188	Autres immobilisations corporelles	85 106	21 276,50

TOTAL			249 353	62 338,25
23	2313	Constructions	146 300	36 575
	2315	Installations matériel et outillages techniques	327 490	81 872,5
TOTAL			473 790	118 447,50
TOTAL GENERAL			800 455	200 113,75

Ces crédits serviront à financer notamment les matériels destinés aux services et aux divers équipements communaux, les travaux urgents sur les bâtiments communaux, les travaux de voirie, d'éclairage public, de construction de bâtiments, les acquisitions foncières éventuelles, le remplacement de véhicules, les études d'urbanisme.

Vu l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

D'autoriser Madame le Maire à engager les dépenses d'investissement dans les conditions précisées ci-dessus

D'autoriser Madame le Maire à signer, au nom et pour le compte de la Commune, toutes pièces, de nature administrative, technique et financière, nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Le conseil municipal adopte à l'unanimité.

**Le maire,
Annick GUICHARD**

Transmis en préfecture le

Affiché le

Identifiant unique de l'acte :

Accusé de réception en préfecture
038-213805039-20221208-2022_055-DE
Reçu le 09/12/2022